



La Covid-19 : L'révélateur et accélérateur

Yves Dimicoli

Ce point de la situation, arrêté au 7 décembre, est incomplet puisqu'il ne prend pas en compte les tout derniers développements. Cependant, le déferlement du « variant Omicron », déjouant les mesures prises après deux ans de pandémie, ne fait que renforcer la validité du diagnostic économique et politique porté sur la façon dont l'épidémie a été traitée par les dirigeants du monde capitaliste.

Les paris formulés au seuil de l'été par les dirigeants des pays les plus avancés ont été pris de revers par l'arrivée d'une nouvelle vague Covid-19 (delta) forte, surtout en Europe pour l'heure, dans un contexte de reprise économique très inégale et totalement empoisonnée par la dictature des marchés, la rentabilité financière et des années de rationnement des services publics.

L'échec du Lscénario euphorique de l'été

Le scénario généralement retenu postulait que l'amélioration de la situation sanitaire dépendait, essentiellement, des progrès de la vaccination. Et cela, indépendamment des politiques sanitaires et de santé suivies, comme de l'état des personnels et des infrastructures hospitaliers. comme de l'état aussi de tous les services publics mis à rude épreuve par des décennies d'austérité.

L'hypothèse était que, grâce à la vaccination, plus vite un pays ou groupe de pays se rapprocherait du taux d'immunité collective (80 % de la population au moins), et plus vite ceux-ci sortiraient du marasme. Ils deviendraient ainsi les locomotives et grands bénéficiaires d'une reprise généralisée. Certes sans oublier les aléas nombreux dans ce contexte, mais ce n'était pas là l'essentiel.

On passait ainsi allégrement par-dessus le fait qu'aujourd'hui le monde ne fait qu'un et, donc, que le virus continuera de circuler et de muter à partir des pays les moins armés, tout en négligeant le fait que des primo-infectés pouvaient se faire à nouveau contaminer, sans parler de la survenue de nouvelles souches mutantes, comme Omicron.

D'où, une sorte de course à la vaccination marginalisant la recherche thérapeutique qui, au nom prétendu de l'intérêt général, renvoie fondamentalement à l'obsession des dirigeants capitalistes que la chaîne de production des profits ne s'interrompe pas dans les pays riches, comme en mars 2020, et que toute explosion sociale soit conjurée. Et donc, que la force de travail des salariés demeure mobilisée, « quoi qu'il en coûte ».

D'où ce bombardement quotidien de postures politiques et de débats médiatiques maintenant les gens dans le stress et la sidération.

C'est une différence avec la Chine dont les résultats contre la Covid-19 et en matière économique, dès l'année 2020, sont restés en travers de la gorge des dirigeants capitalistes. Pékin a mis en veilleuse la chaîne des profits, certes de façon autoritaire et avec une population qui, suralimentée de propagande, y consentait vaillamment, et à chercher à en accroître la maîtrise étatique centralisée. Et cela, malgré la percée depuis qua-

rante ans, là-bas, des critères de rentabilité financière, des mécanismes de marché et de nouvelles couches moyennes urbaines, certes patriotes, mais sans doute à la recherche de nouvelles valeurs.

À partir de mi-juillet, la pandémie ralentissant, dirigeants capitalistes et marchés financiers se mettent à anticiper un rebond vif et durable de l'activité et des profits entretenus par les mesures de lutte contre la Covid-19 puis boostés par les plans de relance d'États sous perfusion permanente des banques centrales.

Vaccinations : l'humanité fragmentée

1 — Elle a frappé près de 270 millions de personnes dans le monde, fait plus de 5,30 millions de victimes et cela ne cesse d'augmenter. En moins d'un an, près de huit milliards de vaccins ont été administrés. Il s'agit de la plus grande campagne de vaccination de l'histoire, comme le relève l'OMS.

2 — 8,07 milliards de doses des multiples vaccins COVID ont été administrés, les pays riches en ont reçu plus de 16 fois plus par personne que les nations plus pauvres. Celles-ci dépendent du programme COVAX de l'OMS, initiative conçue pour partager les vaccins dans le monde entier à moindre coût. Au 7 décembre, les personnes ayant pu bénéficier d'une vaccination com-

plète représentaient 45 % de la population mondiale et elles étaient 11 % à avoir eu une vaccination incomplète. Donc, plus de 3,5 milliards de personnes n'étaient pas vaccinées à cette date ! En fait, seuls 6,3 % des habitants des pays à faible revenu avaient reçus au moins une vaccination.

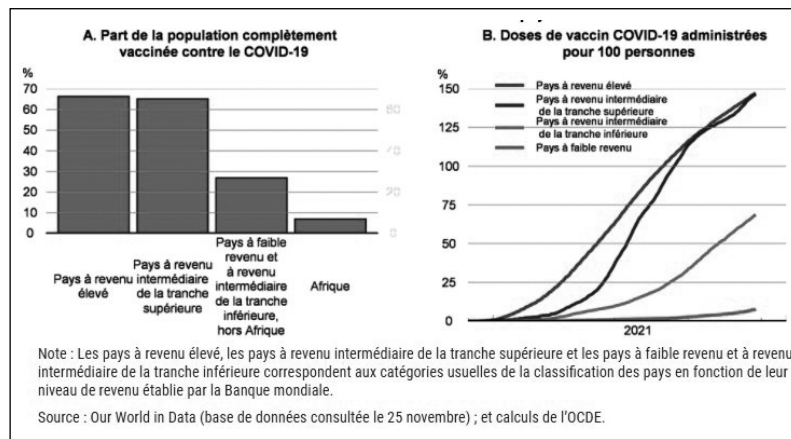
3 — Xi Jinping a déclaré, le 23 octobre au 16e Sommet du G-20, que la Chine avait fourni plus de 1,6 milliard de doses de vaccins à plus de 100 pays et organisations internationales à ce jour et qu'elle fournirait plus de 2 milliards de doses au monde sur l'ensemble de l'année. Pékin mène une production conjointe de vaccins avec 16 pays, et s'est engagée, le 30 novembre, à faire don de 600 millions de doses de ses vaccins à l'Afrique. Et on sait aussi les efforts faits par Cuba dans ce sens, en faveur du Viêt-Nam et du Venezuela notamment.

4 — Les pays riches ont rejeté les dérogations aux droits de propriété intellectuelle sur la fabrication des vaccins, tout en bloquant l'octroi de capacités de fabrication supplémentaires dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ils ont longtemps refusé un meilleur accès aux vaccins grâce à un approvisionnement accru par le biais de COVAX. Et ce n'est qu'en juin dernier que les pays du G7 se sont engagés à fournir 1 milliard de doses aux pays pauvres, les États-Unis prenant à leur compte 500 millions de doses Pfizer-BioNTech dans le cadre de COVAX. Encore faut-il que ses promesses soient tenues, car, en l'état actuel, COVAX n'a pu atteindre ses objectifs.

5 — Ce n'est pas la faute des seuls pays riches. COVAX comptait aussi sur les l'Inde, plus grand fabricant de vaccins au monde. Mais il n'a reçu aucune dose depuis mars car ce pays a interdit l'exportation d'un équivalent du Vaxveria, produit par le Serum Institute of India en collaboration avec AstraZeneca, afin de répondre à ses propres besoins du fait d'une augmentation massive des cas.

6 — Pfizer a joué un rôle clé dans l'élaboration de l'accord mondial sur les brevets de l'OMC, connu sous le nom d'ADPIC. Pfizer a également pris la tête de

Les taux de vaccination sont élevés dans la plupart des économies avancées mais restent faibles dans de nombreux autres pays



la campagne qui vise à contourner le CTAP (Technology Access Pool) de l'OMS. Celui-ci fournit un guichet unique mondial aux développeurs de produits thérapeutiques, de diagnostics, de vaccins et d'autres produits de santé Covid-19 pour partager leur propriété intellectuelle, leurs connaissances et leurs données, avec des fabricants de qualité garantie grâce à des licences volontaires, non exclusives et transparentes axées sur la santé publique. Le PDG de Pfizer l'a qualifié de « non-sens ».

7 — On peut le comprendre dans sa logique, quand on sait que la « People Vaccine Alliance », ONG militant pour l'accès des pays pauvres au vaccin qui compte 80 membres dont OXFAM, a publié, début novembre, une étude sur la base des états financiers des différents laboratoires qui conclut qu'en 2021 le trio « Pfizer — BioNTech — Moderna » devrait réaliser au total 34 milliards de dollars de bénéfices, soit, d'après eux, 65 000 dollars par minute. Cela n'a guère été contesté.

8 — J. Biden a publiquement soutenu l'appel à la renonciation aux droits de brevet, mais rien pour l'heure ne permet d'indiquer que Washington aurait avancé en pratique sur les aspects techniques de la mise en œuvre de cette intention verbale.

9 — Cependant, comme l'a souligné la directrice générale de l'OMS, il ne s'agit pas seulement d'obtenir la renonciation aux droits de propriété intellectuelle car, a-t-elle dit, « si vous obtenez la dérogation, mais que

vous n'avez pas de capacité de fabrication, vous ne pouvez pas l'utiliser. Si vous avez une capacité de fabrication, mais pas de transfert de technologie, vous ne pouvez pas l'utiliser ». Et cela sans compter la formation des personnels, le recours à des méthodes de gestion socialement efficaces, une maîtrise sociale et l'augmentation des moyens financiers de faire face à la pandémie.

10 — Il y a donc une véritable fragmentation de l'humanité dans l'accès aux vaccins. Notons à ce propos que la Russie, qui s'est pourtant dotée d'un vaccin, est dans une situation préocupante. Cela ne donne que plus de sens au fait que Cuba et la Chine, pays ayant eux aussi mis au point un vaccin, se placent respectivement au 3^e et 4^e rangs du classement mondial des pays les mieux vaccinés.

Situation dans l'Union Européenne et en France

a) — L'Union européenne est devenue le moteur de la pandémie bien qu'elle soit une des régions du monde assez bien vaccinée. En effet, 68 % de sa population ont bénéficié d'un schéma vaccinal complet, dans la moyenne des pays les plus riches. Mais 3,5 % seulement ont reçu un dosage incomplet contre 6,2 % pour les pays les plus riches. Au sein des pays de la zone euro, la France avec 77 % de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (70 % de vaccinés complets et 6,8 % d'incomplets) se place derrière le Portugal (88 %), l'Es-



pagne (82 %), mais aussi l'Italie, le Danemark, Malte...

b) — En France

Macron a finalement décidé d'imposer le Pass-Covid de façon telle que, en pratique, cela revienne à une obligation vaccinale :

– En conditionnant à sa détention l'accès à divers lieux et pratiques sociales.

– En menaçant les rétifs de graves sanctions sociales, à commencer par les soignants.

Et cela, parce que le Pass va servir à créer des « sanctuaires protégés du COVID » a menti Macron, vu le nombre de contaminations de personnes pourtant vaccinées.

On sait l'émotion que cela crée, en particulier dans les départements d'outre-mer. La parole publique y fait l'objet d'une terrible défiance, non seulement parce que l'Élysée cherche à fabriquer du consensus avec des contre-vérités, mais parce que des scandales comme celui du Chlordécone ou des algues sargasses, sans parler de l'insuffisance criante des équipements et personnels de santé, demeurent toujours non réparés, voire minimisés par l'État. Pas étonnant alors, que, convergeant avec les protestations contre le chômage, la vie chère et la misère — déjà si fortes en 2008 — l'invitation à résister aux injonctions élyséennes brutales, très agressives vis-à-vis du « vivre ensemble » local, et sans délibération publique se soit développée comme le signe d'une affirmation identitaire « décoloniale » et d'une recherche d'émancipation collective.

Il faut interroger cette obligation vaccinale qui ne dit pas son nom et dont la pression liberticide s'exerce contre des gens qui ne sont pas convaincus de la nécessité et de l'efficacité du vaccin ou, pire, pensent qu'il peut être attentatoire à leur intégrité personnelle. Il est patent que là-bas, les gens ont perdu toute confiance dans l'embrouillamini de la parole politico-scientifique publique, bien plus encore qu'en métropole.

D'ailleurs, le gendarme des données personnelles, la CNIL, dans un quatrième avis rendu le 30 novembre, déplore que, « malgré plusieurs demandes » depuis

septembre 2021, le gouvernement refuse de lui communiquer les données permettant d'évaluer le Pass sanitaire, rappelant sèchement que « l'utilisation (de ce dispositif) reste conditionnée à des garanties relatives à leur efficacité ».

Pire, le 15 octobre, Macron a décidé de mettre fin à la gratuité des tests. Quant aux masques, ils demeurent payants pour l'immense majorité. Or, l'une des plus importantes recommandations de l'OMS avec le port du masque et le respect des gestes barrière, concerne précisément les tests et dépistages.

Tout cela pose de formidables problèmes éthiques.

La vaccination doit être généralisée. Mais les bénéfices attendus doivent être supérieurs aux risques encourus pour chaque type de population. Or, comme le relève Barbara Stiegler, les centres de pharmacovigilance américains, européens et israéliens ont noté que le vaccin à ARN messenger pouvait déclencher des myocardites chez les moins de 25 ans. Le risque d'hospitalisation pour myocardite vaccinale serait 6 fois supérieur à celui encouru avec la Covid-19. Si la vaccination paraît incontournable pour les jeunes souffrant d'obésité morbide, par exemple, on peut d'autant plus s'interroger sur sa prescription générale pour les adolescent et les enfants.

La politique vaccinale de Macron suppose que nous allons ainsi bloquer le virus et l'éradiquer à terme. Or, sauf nouveau vaccin, ces objectifs sont déjà remis en cause : Les vaccinés demeurent contagieux à un niveau préoccupant et l'objectif d'une immunité collective est devenu peu crédible.

Simultanément, Macron, comme ses prédécesseurs, continue de massacrer le système de santé. Notons que, selon la DREES, 69 000 lits ont été fermés entre 2003 et 2018. Les budgets alloués à l'hôpital public ont diminué de 10 % sur 10 ans (8,4 Mds d'euros). En 2020, plus de 5 700 lits d'hospitalisation complète ont été fermés dans les établissements de santé français (étude du ministère de la santé publiée le 29 septembre). Notre pays compte désormais

moins de 3000 hôpitaux et cliniques. Selon la DREES, 25 établissements publics et privés ont été fermés en 2020 pour cause de « réorganisations et restructurations »...

Les personnels hospitaliers sont contraints d'enchaîner à cadences rapprochées des actes techniques de soins sans avoir le temps d'accompagner les malades, de donner sens à leur combat.

Souvent mal considérés, mal rémunérés, insuffisamment formés, ces personnels dont la vie au travail est devenu un enfer et la vie hors travail un purgatoire, ont été très déçus par les miettes et faux-semblants du Ségur de la santé.

Plusieurs soignants ont été gravement sanctionnés pour avoir refusé le Pass et l'obligation vaccinale. Surtout, nombre d'entre eux tombent malades ou cherchent à quitter l'hôpital public, à un point tel que, selon une enquête flash dirigée en octobre par le président du Conseil scientifique, au moins 20 % des lits disponibles sur le papier seraient actuellement fermés dans les CHU et les CHR faute de soignants.

La situation est devenue si grave que, le 12 novembre sur Franceinfo, le professeur Rémy Salomon, président de la Commission médicale d'établissement de l'APHP a déclaré : « on est dans une situation où, dans quelques mois, on peut avoir un effondrement de l'hôpital » prenant pour exemple la prise en charge de plus en plus problématique des AVC sur Paris avec 30 % de lits dits critiques fermés en neurologie.

C'est clair, il y a énormément de travail à l'hôpital et il est écrasant parce qu'il n'y a pas assez d'emplois et de formations correctement rémunérés et reconnus. Bref, l'exemple de l'hôpital montre qu'il ne suffit pas de parler et reparler du travail, mot répété 15 fois par Macron lors de son allocation télévisée du 9 novembre 2021. **Le travail, aujourd'hui, sans création massive d'emplois et, pour chacun, e, une sécurité mobile et ascendante d'emploi, de formation et de revenu, c'est devenu la géhenne!**

Mais le pouvoir continue aussi de massacrer le système de recherches biomédical, ration-



nant les grandes institutions publiques et accompagnant le déshabillage des équipes de chercheurs dans l'industrie. On sait que les dirigeants de Sanofi, grand bénéficiaire du CICE et du CIR, n'ont pas hésité à délocaliser outre-Atlantique et à fermer des voies de recherche prometteuses au plan biomédical mais insuffisamment rentables au plan financier. D'où ce résultat honteux dans la course au vaccin anti-Covid qui n'a pas empêché le conseil d'administration du groupe de proposer un dividende de 3,20 euros par action, soit la 27^e année consécutive de croissance de ce coût du capital.

Un mot sur l'école

On sait que le confinement a contribué à développer un sentiment d'isolement pour un jeune sur deux. Il a engendré chez nombre d'entre eux des problèmes avérés de santé mentale. Le suivi des cours par visioconférence, d'autant plus astreignant pour les jeunes dépourvus d'aide parentale, sans parler de ceux dont les familles ne sont pas équipées numériquement, a accentué les tendances au décrochage des moins armés. L'échec a progressé dans les collèges et lycées où les aérateurs et les capteurs de CO2 sont toujours assez rares.

C'est en invoquant ces raisons essentielles que Blanquer a fait passer, sans difficulté, un nouveau protocole prévoyant de ne plus fermer aucune classe en primaire dès le 1^{er} cas positif.

N'est-il pas permis de penser qu'a aussi beaucoup compté dans cette décision le fait que la fermeture de classes entraîne une moindre participation de la force de travail à la production nationale de profits ?

Par ailleurs, n'a-t-il pas été dit, lors d'une audition de 3 infectiologues à l'Assemblée nationale, le 30 novembre dernier, que ce nouveau protocole va « donner une excellente opportunité à Omicron (...) de se répandre rapidement dans l'ensemble de la population » ?

Les soutiens de l'UE et de l'État face la pandémie

A - L'Union européenne

Après de nombreuses péripéties a été adopté et lancé le plan Next Generation EU. C'est un instrument temporaire de relance de plus de 800 milliards d'euros, financé en partie par un emprunt communautaire, destiné à aider à réparer les dommages économiques et sociaux immédiats causés par la pandémie due au coronavirus. Il est porté par la visée d'un verdissement du capitalisme.

Sa pièce maîtresse est la « facilité pour la reprise et la résilience ». Dotée de 723,8 milliards d'euros sous forme de prêts et de subventions destinés à soutenir des réformes conformes aux règles, critères et « valeurs de l'Union » et les investissements pour la

rentabilité financière entrepris par les pays de l'UE.

Un bras de fer oppose l'UE à la Pologne et la Hongrie à propos de l'État de droit, une des conditionnalités de ce plan.

Par ailleurs, lors de l'extension de la pandémie à toute l'Europe en mars 2020, il y a eu des fâtonnements et des tensions importantes. La critique fut faite, d'abord, du choix de communautariser la sélection des vaccins et la négociation des commandes et des prix, tandis que prédominaient incertitudes sur l'efficacité des procédés et révélations scandaleuses sur les prix. Mais ce fut surtout le « chacun pour soi » avec le confinement et la fermeture des frontières, notamment de la part de l'Allemagne et de la France au détriment de l'Italie.

La levée du confinement (C. Bellora, C. Bois et S. Jean, La lettre du CEPIL, 412-413, novembre 2020, <www.cepii.fr>), a rétabli le fonctionnement du marché unique, mais les restrictions à l'exportation vers les pays tiers étaient maintenues, ce qui accentua leur chute. D'où un paradoxe ; l'UE fortement importatrice de la Chine pour faire face à la pandémie (masques...) a rétabli la coordination interne de sa gestion de crise au détriment des pays tiers, africains notamment.

Mais qui se rappelle ces épisodes qui firent de beaux jours aux souverainistes. Cependant, cette crise et sa gestion par l'UE





ont révélé l'ampleur des interdépendances intra-européenne et du lien à la Chine. Et que reste-t-il aujourd'hui dans les fêtes? Comme le révèlent de récents sondages, il reste que l'Europe c'est important même si sa construction actuelle est très critiquable, même si la performance du Royaume-Uni, désormais hors de l'UE avec le Brexit, n'est pas moins bonne que celle de l'UE prise comme un tout.

B – En France

L'État, largement aidé par la BCE et par un emprunt communautaire de la Commission européenne sur les marchés financiers, s'est lourdement impliqué pour soutenir l'activité, les profits et, subsidiairement, l'emploi.

La Cour des comptes, dans un rapport du 9 octobre 2021 (Les dépenses publiques pendant la crise et le bilan opérationnel de leur utilisation), souligne que les dépenses publiques ont représenté 61,8 % du PIB en 2020 contre 55,4 % en 2019, préparant le terrain pour justifier un retrait.

Elle insiste sur l'ampleur des soutiens financiers aux entreprises (p. 94) dont les plus emblématiques ont été le fonds de solidarité, la dite «activité partielle», et les prêts garantis par l'État (PGE) auxquels se sont ajoutés des reports et allègements des prélèvements sociaux, compensés par l'État.

1 – Le Fonds de solidarité, créé en mars 2020, a bénéficié, cette année-là, à 1,8 millions d'entreprises pour un coût budgétaire de 11,8 milliards d'euros. À fin mai 2021, après relèvement du plafond de l'aide et extension de son champ, le montant total cumulé versé atteignait 32,7 milliards d'euros.

2 – Le dispositif d'activité partielle, a concerné 6 millions de salariés dès mars 2020. Il a atteint le pic de 8,4 millions de salariés dans 973 000 entreprises en avril, avant de redescendre à 7 millions avec le déconfinement. Le coût total du dispositif en 2020 a été estimé par la Cour des comptes à 26,2 milliards d'euros, dont 22 milliards pour la période de mars à octobre 2020, pris en charge aux 2/3 par l'État, soit 17,5 milliards d'euros. Il faut

insister sur l'obligation dans laquelle s'est trouvé le pouvoir, pour sauver les profits, de sécuriser partiellement l'emploi de millions de salariés, à la différence de 2008. Sans cela, la demande intérieure se serait écroulée et des pertes de compétences irréversibles auraient dangereusement affecté l'efficacité de l'offre. **Cela confirme à quel point sont devenus importants l'emploi, la formation et le revenu des salariés, et donc à quel point est d'actualité notre projet de Sécurité d'emploi ou de formation et de revenu.**

3 – Les prêts garantis par l'État (PGE) ont été «très largement distribués», selon la Cour des comptes, à prix coûtant par les banques, à des taux négociés de 1 % à 2,5 % garantie de l'État comprise. Faisant levier sur une enveloppe totale de prêts de 300 milliards d'euros amortissables sur 5 ans maximum et sans remboursement la première année, ce dispositif devrait se clôturer en juin 2022, au lieu du 30 décembre 2021 initialement prévu. La Cour des comptes relève qu'au 1^{er} janvier 2021, le total des demandes recensées par les banques s'élevait à 133,6 milliards d'euros et le montant des PGE pré-accordés à 131,3 milliards d'euros, dont 13,6 milliards d'euros à des grandes entreprises (10,3 %). **Cela confirme la pertinence de nos propositions pour un système permanent de bonifications des taux d'intérêt du crédit pour les investissements matériels et de recherche des entreprises. Il permettrait une formidable mobilisation du crédit avec des fonds régionaux et un fonds national... sauf que, nous, nous conditionnons ces bonifications à des créations et conversions d'emploi et des mises en formation correctement rémunérées avec les investissements à réaliser ou consolider.**

Tout cet argent a été distribué au nom de la seule urgence et, au début, avec pour seules sélectivités la taille de l'entreprise et les difficultés du secteur, sélectivités progressivement abandonnées. Autrement dit l'État a arrosé sans aucun critère d'efficacité sociale et sans maîtrise démocratique de l'utilisation de l'argent.

C'est dire si, avec le rebond beaucoup plus rapide que prévu de l'activité à partir de l'été dernier, ces dispositions, gonflant les trésoreries de nombre de sociétés et empêchant la faillite de nombre de petites et moyennes entreprises, a joué comme un puissant ressort se détendant pour booster les profits.

Par comparaison avec ce qui s'est fait ailleurs dans le monde, il est intéressant d'évaluer dans quelle mesure Macron, nonobstant tous les oubliés de ces dispositifs, peut se présenter comme le père protecteur le plus exemplaire du monde du travail et de la création et, «en même temps», celui des profits.

Deux planisphères, élaborés par Oxford-COVID (ourworlddata.org/coronavirus), permettent d'esquisser la comparaison :

La première (Income support during the Covid-19 pandemic) classe les pays selon la proportion dans laquelle les aides gouvernementales couvrent le revenu des personnes ayant perdu leur emploi ou incapables de travailler au 7 décembre 2021. (Plan 1 : on voit qu'une bonne partie des pays de l'Union européenne, y compris l'Espagne, ont couvert à plus de 50 % les salaires perdus, contre moins de 50 % pour la France) ;

La seconde (Debt and contract relief during the Covid-19 pandemic) classe les pays selon la proportion dans laquelle les aides ont permis aux travailleurs endettés d'interrompre les remboursements de crédits, d'échapper aux coupures d'eau ou aux expulsions. (Plan 2 : on voit que la France, au même titre que les USA est à ranger dans la catégorie des pays les moins protecteurs).

Cinq remarques sur les suites

1 – D'abord, toutes les critiques et interrogations sur la façon dont s'y est pris Macron ne sauraient faire oublier qu'aujourd'hui, 80 % des nouveaux hospitalisés COVID ne sont pas vaccinés et que les 20 % restants présentent des comorbidités ou ont eu trop anciennement une deuxième injection. La troisième injection semble contribuer à renforcer la courte immunité acquise avec

les deux précédentes. Cela a fait oublier les tâtonnements parfois scandaleux au début de la pandémie. Semble toujours prédominer (pour combien de temps?) l'idée que Macron a fait de son mieux et que, tout compte fait, ça ne s'est pas si mal passé.

2 — Sarah Gilbert, professeure de vaccinologie à l'université d'Oxford, qui a contribué à créer un vaccin (AstraZeneca) contre le Covid-19 désormais utilisé dans plus de 170 pays, va appeler à ne pas perdre, faute de financement, les progrès scientifiques réalisés dans la lutte contre le coronavirus. Nous ne pouvons pas permettre, a-t-elle dit, « une situation où, après avoir traversé tout ce que nous avons traversé, nous constatons que les énormes pertes économiques que nous avons subies signifient qu'il n'y a toujours pas de financement pour la préparation à une pandémie » (<www.ouest-france.fr>, 06/12/2021).

3 — Richard Horton, rédacteur en chef du Lancet, prestigieuse revue médicale britannique, a relevé, dans un éditorial du 26 septembre 2020, que la Covid-19 serait une « syndémie » plutôt qu'une pandémie. Cela signifie qu'elle est « un entrelacement de maladies, de facteurs biologiques et environnementaux qui, par leur synergie, aggravent les conséquences de ces maladies sur une population ». Bref, la mortalité serait largement conditionnée par des facteurs sociaux-environnementaux tels que l'âge, les conditions de vie et de travail, l'état de santé...

Cela signifierait que la solution à la catastrophe ne tient pas qu'à des actes biomédicaux, partiels qui plus est, mais avertit sur les besoins d'engager des changements de portée systémique en France, en Europe et dans le monde.

4 — C'est en ayant cette visée qu'il va falloir intervenir sur les conditions de travail, notamment avec l'usage du télétravail auquel ne peuvent avoir accès tous les salariés « de la première ligne », ce qui renforce la nécessité de leur donner les moyens d'en sortir avec la formation correctement rémunérée, en alternance avec l'emploi. Ce principe d'alternance, de rotation de-

vrait devenir un principe d'organisation nouvelle de notre société. D'ailleurs les salariés qui ont pu recourir au télétravail, soit un quart du salariat en France, n'en sont généralement pas trop mécontents mais remarquent que s'il permet d'économiser du temps de transport, il accroît le temps effectif de travail, favorise l'auto-exploitation. Notons que 80 % des patrons d'entreprises de plus de 250 salariés ont eu recours au télétravail, contre moins d'1/3 des patrons d'entreprises de 20 à 100 salariés. Le 55^e baromètre de l'institut ViaVoice révèle que la Covid-19 a conduit les dirigeants à chercher à repenser l'organisation du travail dans leur entreprise mais, surtout, « sans en transformer les fondamentaux »... d'où leur levée du pied : en octobre, à peine un salarié sur cinq a été au moins un jour en télétravail ! C'est dire l'enjeu pour les luttes à venir, car cette pratique pourrait s'avérer indispensable pour avancer dans une alternance emploi/formation/recherche, vie au travail/vie hors travail... Elle appelle une maîtrise sociale et la conquête de pouvoirs décisionnels des travailleurs, non seulement sur l'organisation du travail mais sur les choix mêmes de gestion des entreprises, à la différence de l'accord vague et médiocre sur le télétravail signé par le patronat, la CFDT, FO et la CGC le 8 juin dernier.

5 — Dernière remarque : le sentiment d'épuisement, de désarroi et d'impuissance des Français n'a cessé de croître depuis mars 2020, au lieu de provoquer, jusqu'ici, un besoin massif de délibération, de partage effectif de toutes les informations et de pouvoirs d'intervention. Les applaudissements adressés aux personnels soignants en début de pandémie semblent avoir fait place à une résignation et un repli sur soi et pour soi favorable à la division entre salariés, entre populations, alimenté, qui plus est, par l'obsession xénophobe de la droite, des fascistes, mais aussi des médias qui donnent un dérivatif. Le phénomène a des traductions inquiétantes vu l'ampleur prise par la dépression morale et psychique qui a fait titrer sardoniquement par The Economist à l'adresse des Français : « Aux larmes citoyens ! ». Cela a même eu un impact négatif sur les naissances. C'est dire le besoin de perspective alternative pour armer la résistance et ouvrir les voies d'alternative ! C'est dire l'importance de la candidature de Fabien Roussel et la nécessité qu'elle incarne de propositions immédiates précises ancrées sur un vrai projet de société, ce qu'est la SEF avec ses divers chantiers, ses financements et ses pouvoirs et institutions.

